



Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PRÉFET DE SAÔNE-ET-LOIRE

ARRÊTÉ

DIRECTION DES LIBERTES PUBLIQUES
et de l'ENVIRONNEMENT
Bureau de la Réglementation et
de l'Environnement

LE PREFET DE SAONE-ET-LOIRE

prescriptions complémentaires

Maître Clément THIERRY
SCP BECHERET-THIERRY-SENECHAL-GORRIAS
Liquidateur judiciaire
22 quai Gambetta
71100 CHALON-SUR-SAONE

Site LA MESTA BOURGOGNE
Route de Demigny – 71102 FRAGNES

N° 2013136-0013

Vu le code de l'environnement (partie législative), livre V-titre I relatif à la prévention des pollutions, des risques et des nuisances, et en particulier l'article L.512-6-1 ;

Vu le code de l'environnement (partie réglementaire), livre V-titre I relatif aux installations classées pour la protection de l'environnement, et en particulier les articles R.512-31 et R.512-39-1 et suivants ;

Vu l'arrêté préfectoral n°96/1248/2-2 du 29 avril 1996 autorisant la société KODAK-PATHE à exploiter une unité de fabrication de produits chimiques de base sur le territoire des communes de FRAGNES et de CHAMPFORGEUIL ;

Vu la déclaration de changement d'exploitant du 20 décembre 2006 complétée le 27 février 2007 au profit de la société LA MESTA BOURGOGNE SAS et le récépissé de cette déclaration délivré en date du 26 juin 2008 ;

Vu la décision du 16 décembre 2010 du tribunal de commerce de CHALON SUR SAONE, prononçant la liquidation judiciaire immédiate de la société LA MESTA BOURGOGNE SAS et nommant la SCP BECHERET-THIERRY-SENECHAL-GORRIAS, représentée par Maître THIERRY, liquidateur judiciaire ;

Vu la circulaire du 8 février 2007 relative aux installations classées - prévention de la pollution des sols - gestion des sols pollués ;

Vu la note du Ministre aux préfets du 8 février 2007 relative aux sites et sols pollués et aux modalités de réaménagement des sites pollués ;

Vu la notification de la SCP BECHERET-THIERRY-SENECHAL-GORRIAS en date du 1er août 2011 et déclarant au Préfet de Saône-et-Loire la mise à l'arrêt définitif des activités classées exploitées par LA MESTA BOURGOGNE SAS ;

Vu le rapport établi par l'inspection des installations classées le 28 mars 2013 ;

Vu l'avis émis par le Conseil Départemental de l'Environnement et des Risques Sanitaires et Technologiques de Saône-et-Loire lors de sa séance du 18 avril 2013 au cours duquel l'exploitant a été entendu ;

VU l'absence d'observations formulées par l'exploitant sur ce projet d'arrêté,

Considérant la pollution déjà connue du site exploité par LA MESTA BOURGOGNE SAS et que d'autres pollutions du site ou de son environnement ont pu survenir sans avoir été caractérisées ;

Considérant dès lors que l'état environnemental du site et de son environnement doit être caractérisé afin de pouvoir arrêter autant que de besoins les mesures de gestion du site ;

Considérant dès lors qu'il convient d'imposer dans les formes de l'article R.512-31 du code de l'environnement les prescriptions nécessaires à la protection des intérêts mentionnés à l'article L.511-1 du code de l'environnement ;

Sur proposition de madame la Secrétaire générale de la préfecture de Saône-et-Loire ;

A R R E T E

Article 1 :

La SCP BECHERET-THIERRY-SENECHAL-GORRIAS, sise 22 quai Gambetta à Chalon-sur-Saône, représentée par Maître THIERRY liquidateur judiciaire, représentant légal de la société La Mesta Bourgogne exploitant d'un site situé sur le territoire des communes de Fragnes et Champforgeuil et désigné ci-après l'exploitant, est tenue de se conformer aux dispositions du présent arrêté.

Article 2 : Usage futur du site

L'exploitant engage sans délai la procédure prévue à l'article R512-39-2 du code de l'environnement relative à la définition de l'usage futur du site et informe le préfet des conclusions de cette démarche dans le mois qui suit la réception des éléments de l'EPCI.

Article 3 : Caractérisation des milieux

3.1. Schéma conceptuel

L'exploitant dresse un bilan de l'état environnemental du site et des milieux d'exposition concernés.

Ce bilan permet d'appréhender l'état de contamination des milieux et les voies d'exposition aux pollutions compte tenu des usages à considérer sur et hors site. Il est représenté sous la forme d'un schéma conceptuel qui précise les relations entre :

- les sources de pollution ;
- les différents milieux de transfert et leurs caractéristiques ;
- les enjeux à protéger compte tenu des usages à considérer (populations riveraines, usages des milieux et de l'environnement, milieux d'exposition, ressources naturelles à protéger).

Ce bilan est dressé à partir de :

- l'analyse historique du site : analyse qui permet, à partir de la collecte et de l'interprétation des informations disponibles, d'identifier les usages successifs du site, la localisation précise des activités exercées, des produits manipulés et des déchets générés.
- la caractérisation des milieux : caractérisation qui porte sur l'ensemble des milieux pertinents (sols, eaux souterraines, eaux superficielles, et éventuellement l'air), sur la base de méthodes d'analyses justifiées et adaptées, en évaluant l'incertitude des résultats obtenus. Elle permet en outre d'identifier avec précision la source et l'étendue de la pollution.
Cette caractérisation est effectuée de préférence par mesure directe dans les milieux et peut être complétée en tant que de besoin par des modélisations pour orienter la recherche des zones impactées. L'ensemble des sondages réalisés sont géoréférencés.
- l'identification des enjeux : enjeux liés d'une part à l'exposition des populations et d'autre part à la préservation des ressources naturelles, eut égard aux dispositions spécifiques prévues par le droit européen, national ou local (SDAGE, ZNIEFF, ZICO, etc.).

- l'étude de la vulnérabilité des milieux : étude qui permet d'identifier les transferts potentiels ou avérés des sources de pollution vers les points d'enjeux à considérer.

Les études réalisées en application des dispositions ci-dessus sont remises, en trois exemplaires, au préfet de Saône-et-Loire dans un délai de 3 mois à compter de la notification du présent arrêté.

Si le schéma conceptuel met en évidence l'existence de sources de pollution qui ne sont pas maîtrisées, l'exploitant définit les mesures de gestion simples à mettre en œuvre pour les maîtriser. Si aucune action de gestion simple ne peut être mise en œuvre, l'exploitant définit un scénario de gestion conformément aux dispositions de l'article 5 du présent arrêté.

3.2. Premières mesures de protection

Si cela s'avère nécessaire, pour toute pollution relevant de sa responsabilité, l'exploitant propose au préfet la mise en place de premières mesures conservatoires de maîtrise des pollutions et de protection des personnes, et ce, sans attendre l'aboutissement de la caractérisation de l'état des milieux ou la définition d'un scénario de gestion conformément aux dispositions de l'article 5 du présent arrêté.

Article 4 : Compatibilité milieux/enjeux

Au regard du schéma conceptuel préétabli, et en particulier des impacts et des enjeux qui sont identifiés à l'extérieur du site, après s'être assuré que l'ensemble des sources de pollution sont maîtrisées, l'exploitant s'assure que les milieux à considérer ne présentent pas d'écart par rapport :

- à la gestion sanitaire mise en place pour l'ensemble de la population résidant sur le territoire français,
- aux contraintes fixées par les instances nationales ou internationales en matière de protection des ressources naturelles et de la biodiversité.

Pour ce faire, sur la base des enjeux identifiés dans le schéma conceptuel, l'exploitant compare les résultats des analyses effectuées pour la caractérisation des milieux aux valeurs de gestion réglementaires nationales ou internationales reconnues (eau potable, DCE, SDAGE, denrées alimentaires, air extérieur, etc.).

Compte tenu de l'absence de valeurs de gestion réglementaires pour les sols, les résultats des analyses dans ce milieu seront comparés à l'état initial de l'environnement ou, à défaut, au fond géochimique local.

Dans le cas où aucun critère de comparaison n'est disponible pour certains des milieux pertinents identifiés comme dégradés, une évaluation quantitative des risques sanitaires est réalisée, sans pratiquer l'additivité des risques liés aux différentes substances et/ou aux différentes voies d'exposition. L'outil d'appui à la démarche d'Interprétation de l'État des Milieux développé par le Ministère en charge de l'Écologie peut être utilisé à cet effet.

Si, compte tenu du dépassement des valeurs de gestion réglementaires ou de calculs de risques inacceptables, l'état des milieux apparaît incompatible avec les enjeux à protéger à l'extérieur du site, l'exploitant détermine si cette compatibilité peut être rétablie au travers d'actions simples de gestion.

Un bilan de cet examen est remis, en trois exemplaires, au préfet de Saône-et-Loire dans un délai d'un mois après remise de l'étude relative à la caractérisation de l'état des milieux.

Article 5 : Mesures de gestion

5.1. Définition des mesures de gestion

Si les études réalisées en application des articles qui précèdent ont mis en évidence l'absence de maîtrise de certaines sources de pollution ou encore l'incompatibilité entre l'état des milieux et les enjeux recensés à l'extérieur du site, en l'absence de dispositions simples permettant d'y remédier, l'exploitant définit des mesures de gestion à mettre en œuvre.

Pour ce faire, l'exploitant examine les différentes options de gestion possible et, sur la base d'un bilan coûts/avantages argumenté, définit celle qui permet de garantir que les impacts provenant des sources résiduelles soient maîtrisés et acceptables tant pour les populations que pour l'environnement.

Il convient de privilégier les options qui permettent :

- en premier lieu, de supprimer les sources de pollution ;
- en second lieu, de désactiver les voies de transfert ;
- au-delà de ces premières mesures, gérer le site dans l'objectif de le rendre compatible avec l'usage arrêté en application de l'article 2 du présent arrêté.

En tout état de cause, les mesures proposées garantissent la maîtrise des sources de pollution et de leurs impacts.

Si les mesures de gestion retenues ne permettent pas de supprimer tout contact entre les pollutions et les personnes et que les expositions résiduelles sont supérieures aux valeurs de gestion réglementaires, les risques sanitaires potentiels liés aux expositions résiduelles sont évalués et appréciés, selon les recommandations nationales des instances sanitaires.

Une fois le scénario de gestion établi, l'exploitant définit :

- les mesures de gestion conditionnant l'acceptabilité des mesures proposées et devant par conséquent faire l'objet d'un contrôle ;
- les mesures de surveillance environnementale à mettre en place ;
- les dispositifs de restrictions d'usage devant être mis en œuvre.

L'exploitant établit un document synthétisant l'ensemble de la démarche engagée et justifiant explicitement les mesures de gestion retenues. Ce document présente à minima :

- le schéma conceptuel dans sa forme initiale et dans sa forme finale ;
- les éléments techniques et économiques relatifs à la suppression des sources de pollutions et à la maîtrise de leurs impacts, et cela en cohérence avec les différentes options de gestion et leurs caractéristiques ;
- les résultats du bilan « coûts/avantages » justifiant le plan de gestion proposé ;
- les expositions résiduelles et les résultats de l'analyse des risques résiduels ;
- une synthèse à caractère non technique ;
- une synthèse à caractère technique récapitulant l'ensemble des paramètres et des mesures de gestion dont la bonne réalisation conditionne l'acceptabilité du scénario proposé et devant par conséquent être contrôlés lors de la réalisation du chantier ;
- le cas échéant, les éléments nécessaires à l'information, à l'institution de restrictions d'usage et à la mise en œuvre d'une surveillance environnementale (eaux souterraines, pérennité du confinement...).

Ce document est remis pour approbation, en deux exemplaires, au préfet de Saône-et-Loire dans un délai de 3 mois après remise de l'étude relative à la caractérisation de l'état des milieux ou, le cas échéant, de l'étude relative à la compatibilité entre l'état des milieux et les enjeux.

5.2. Contrôle des mesures de gestion

A l'issue des travaux, l'exploitant établit un rapport final accompagné d'une synthèse récapitulant l'ensemble des contrôles réalisés. Ce mémoire de fin de travaux précise en particulier si les mesures de gestion mises en œuvre ont permis d'atteindre les objectifs initialement fixés. Le cas échéant, une nouvelle analyse des risques résiduels réalisée à partir des mesures de gestion effectivement réalisées spécifie si les variations constatées remettent en cause l'acceptabilité du projet initialement proposé.

Ce rapport est transmis, en deux exemplaires, au préfet de Saône-et-Loire dans un délai de 1 mois après finalisation des travaux.

5.3. Surveillance environnementale et bilan quadriennal

L'exploitant assure la surveillance prévue dans le cadre du scénario de gestion établi en application de l'article 5.1 du présent arrêté.

Les résultats de surveillance sont transmis annuellement à l'inspection des installations classées.

Le rapport précise, outre le résultat des contrôles accompagné de commentaires :

- l'emplacement des prélèvements, l'unité de mesure et la norme utilisée pour l'analyse,
- pour les mesures de niveaux des eaux : les conclusions quant au sens d'écoulement de la nappe constaté lors de la période de mesure.

Le rapport reprend l'historique des mesures antérieures, examine et commente l'évolution pour chaque paramètre et chaque point de surveillance.

Le suivi régulier des résultats de la surveillance environnementale est mis en place et, sans préjudice des dispositions qui peuvent être mises en œuvre en cas de constat d'anomalies, un bilan des résultats de cette surveillance est effectué tous les 4 ans afin d'adapter cette dernière le cas échéant aux évolutions constatées.

Ce bilan examine la pertinence des mesures de gestion mises en œuvre, ainsi que les modalités de la surveillance. En particulier, les données acquises sur ces 4 années viennent s'insérer dans le schéma conceptuel préétabli pour entériner l'efficacité des mesures de gestion mises en place. L'exploitant propose, en le justifiant, la prolongation, la modification, voir l'arrêt de la surveillance.

Ce document est adressé, en deux exemplaires, au préfet dans les six mois qui suivent l'échéance quadriennale dont le point de démarrage est l'achèvement des travaux.

Article 6 : Outils

Les outils relatifs aux modalités de gestion et de réaménagement des sites pollués développés par le Ministère en charge de l'Écologie peuvent être utilisés pour la réalisation de l'ensemble des mesures prescrites par le présent arrêté.

Article 7 : Frais

L'ensemble des frais occasionnés par les études et travaux menés en application du présent arrêté sont à la charge de l'exploitant.

Article 8 : Transmissions et délais

Les dispositions du présent arrêté prévoient différentes transmissions assorties de délais et/ou fréquence de transmission rappelées dans le tableau suivant :

Article	Document	Destinataire	Délai / échéances / périodicité
2	Usage futur du site	Préfet	Un mois suivant la réception des éléments de concertation
3.1.	Bilan environnemental (schéma conceptuel)	Préfet (en 3 exemplaires)	Trois mois après la notification du présent arrêté
4.	Bilan de la compatibilité milieux/enjeux	Préfet (en 3 exemplaires)	Un mois après la remise des études prévues à l'article 3.1.
5.1.	Mémoire de réhabilitation	Préfet (en 2 exemplaires)	Trois mois après la remise des études prévues à l'article 3.1. ou 4.
5.2.	Mémoire de fin de travaux	Préfet (en 2 exemplaires)	Un mois après finalisation des travaux.
5.3.	Résultats de surveillance post-réhabilitation	Inspection des installations classées	Annuellement
5.3.	Bilan quadriennal de la surveillance post-réhabilitation	Préfet (en 2 exemplaires)	Dans les six mois qui suivent l'échéance quadriennale

Article 9 : Droit des tiers

Les droits des tiers sont et demeurent exclusivement réservés.

Article 10 : Délai et voie de recours

La présente décision peut être contestée devant le tribunal administratif de Dijon :

- par les tiers, personnes physiques ou morales, les communes intéressées ou leurs groupements, en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts mentionnés aux articles L.211-1 et L. 511-1, dans un délai d'un an à compter de la publication ou de l'affichage de cette décision.
- par l'exploitant, dans un délai de deux mois à compter de la date à laquelle la décision lui a été notifiée.

ARTICLE 11 : NOTIFICATION ET PUBLICITE

Le présent arrêté sera notifié au pétitionnaire.

Un extrait de cet arrêté, comportant notamment toutes les prescriptions auxquelles est soumise l'exploitation de l'établissement, sera affiché de façon visible en permanence dans l'établissement par les soins de l'exploitant.

Une copie du présent arrêté sera déposée dans la mairie où est implanté l'établissement, et tenue à la disposition du public. Un extrait de cet arrêté, comportant notamment toutes les prescriptions auxquelles est soumise l'exploitation de l'établissement, sera affiché pendant un mois à la porte de la mairie par les soins du maire.

Article 11 : Exécution et copies


Mme la Secrétaire Générale de la Préfecture, M. le Sous-Préfet de Chalon/Saône, M. le Président de la Communauté d'agglomération du Grand Chalon, MM. les Maires de Champforgeuil et Fragnes, Mme la Directrice Régionale de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement de Bourgogne, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à Maître THIERRY et dont copie sera faite à M. le responsable de l'unité territoriale de la DREAL à Mâcon.

Mâcon, le **16 MAI 2013**

LE PRÉFET

Pour le Préfet,

**La Secrétaire Générale de la
Préfecture de Chalon-Saône**



Magali SELLES